

SOCIÉTÉ DES NATIONS

LEAGUE OF NATIONS

CONFERENCE

POUR LA

FOR THE

RÉDUCTION ET LIMITATION DES ARMEMENTS
REDUCTION AND LIMITATION OF ARMAMENTSSESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE
SPECIAL SESSION OF THE ASSEMBLY

JOURNAL

GENÈVE 1932

GENEVA 1932

N° 34. — VENDREDI 11 MARS 1932.

No. 34. — FRIDAY, MARCH 11TH, 1932.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU
JOURNAL.

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 710, Bâtiment des Commissions.

Note: Le *Journal* est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de la Conférence ou de l'Assemblée et de leurs Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source de documentation. Au surplus, si l'on veut qu'il paraisse très exactement, il ne saurait donner autre chose qu'un résumé sommaire des discussions.

SOMMAIRE.

Conférence pour la Réduction et Limitation des Armements.

	Pages
I. Programme des séances	260
II. Commission aérienne: Deuxième séance	260
III. Commission des dépenses de défense nationale: Deuxième séance	261
IV. Commission terrestre: Comité d'experts	262
V. Commission aérienne: Sous-Comité	263
VI. Commission navale: Réunion du Bureau	263
VII. Addition à la liste des membres de la Commission politique	264
VIII. Secrétariat des Commissions de la Conférence	264
IX. Liste des documents distribués à la Conférence	264

Session extraordinaire de l'Assemblée.

I. Programme des séances	264
II. Comité de rédaction de la Commission générale	264
III. Liste des documents distribués à l'Assemblée	264

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE
JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 710, Committee Building.

Note: The *Journal* is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Conference or the Assembly and their Committees, and it should not therefore be used for purposes of reference. Moreover, if it is to appear promptly, it cannot give more than a brief summary of the discussions.

CONTENTS.

Conference for the Reduction and Limitation of Armaments.

	Page
I. Programme of Meetings	260
II. Air Commission: Second Meeting	260
III. Commission on National Defence Expenditure: Second Meeting	261
IV. Land Commission: Committee of Experts	262
V. Air Commission: Meeting of the Sub-Committee	263
VI. Naval Commission: Meeting of the Bureau	263
VII. Addition to the List of Members of the Political Commission	264
VIII. Secretariat of the Commissions of the Conference	264
IX. List of Documents distributed to the Conference	264

Special Session of the Assembly.

I. Programme of Meetings	264
II. Drafting Committee of the General Commission	264
III. List of Documents distributed to the Assembly	264

**Conférence pour la Réduction et Limitation des Armements.
Conference for the Reduction and Limitation of Armaments.**

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Commission terrestre: Comité d'experts.

Le Comité d'experts de la Commission terrestre se réunira aujourd'hui vendredi 11 mars, à 15 h. 30, au Bâtiment des Commissions (salle L).

II. COMMISSION AÉRIENNE: DEUXIÈME SÉANCE.

La Commission aérienne a tenu sa deuxième séance hier jeudi 10 mars, à 10 h. 30, sous la présidence de M. DE MADARIAGA (Espagne).

DÉSIGNATION DE DEUX VICE-PRÉSIDENTS ET D'UN RAPPORTEUR.

La Commission nomme M. COSTA DU RELS (Bolivie) et le colonel MARINOFF (Bulgarie) vice-présidents, et M. BOHEMAN (Suède) rapporteur.

**DISCUSSION SUR LA PROCÉDURE A SUIVRE POUR L'EXAMEN
DES QUESTIONS SOUMISES A LA COMMISSION.**

Le PRÉSIDENT fait une analyse sommaire des questions envoyées par la Commission générale à la Commission aérienne pour être soumises éventuellement à une étude technique immédiate.

Il demande à la Commission de décider si elle désire d'abord examiner en principe le problème de l'abolition de l'aviation militaire et celui de l'internationalisation de l'aviation civile, ou bien si elle veut attendre que la Commission générale se prononce d'abord sur le principe même de ces deux questions.

M. FISCH (Allemagne) propose que la Commission aérienne attende d'abord la décision de principe de la Commission générale, pour éviter que la Commission n'examine deux fois le même problème.

Lord LONDONDERRY (Grande-Bretagne) se prononce dans le même sens.

M. CARTON DE WIART (Belgique) dit que la Commission aérienne pourrait s'occuper tout de suite du côté technique de la question de l'internationalisation de l'aviation civile, sans renvoyer ce problème devant la Commission générale.

Le général PICCIO (Italie) propose la nomination d'un comité restreint chargé d'examiner et de soumettre à la Commission les questions exclusivement techniques qui pourraient faire l'objet d'une étude immédiate.

M. VOUGT (Suède) et M. QUINTANA (Argentine) font des propositions analogues.

M. DUMESNIL (France), après avoir rappelé que le rapport de la Commission préparatoire constitue la base même des travaux de la Conférence du désarmement, propose de maintenir l'ordre des questions établi par ce rapport et d'examiner premièrement la question de l'internationalisation de l'aviation civile. Il suggère que la Commission aérienne invite la Commission générale à étudier par priorité les principes impliqués par les questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission aérienne.

M. Norman DAVIS (Etats-Unis d'Amérique) est d'avis que la Commission entreprenne elle-même et au plus tôt l'étude technique des questions inscrites à son ordre du jour afin de faciliter ainsi les travaux mêmes de la Commission en général.

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Land Commission: Committee of Experts.

The Committee of Experts of the Land Commission will meet to-day, Friday, March 11th, at 3.30 p.m. in the Committee Building (Room L).

II. AIR COMMISSION: SECOND MEETING.

The Air Commission met yesterday, Thursday, March 10th, at 10.30 a.m. under the Chairmanship of M. DE MADARIAGA (Spain).

APPOINTMENT OF THE OFFICERS OF THE COMMISSION.

The Commission appointed as its Vice-Presidents M. COSTA DU RELS (Bolivia), and Colonel MARINOFF (Bulgaria); M. BOHEMAN (Sweden) was appointed Rapporteur.

**PROCEDURE TO BE FOLLOWED IN EXAMINING THE QUESTIONS
SUBMITTED TO THE COMMISSION.**

The PRESIDENT briefly analysed the questions referred by the General Commission to the Air Commission with a view to their being technically examined.

He asked the Commission to decide whether it wished first to consider the question of the abolition of military aviation and the internationalisation of civil aviation or whether it would prefer to wait until the General Commission had expressed its views on the principles involved in those two questions.

M. FISCH (Germany) proposed that the Air Commission should wait for a decision of principle from the General Commission in order to avoid having to examine the same problem twice over.

Lord LONDONDERRY (Great Britain) agreed with M. Fisch.

Count CARTON DE WIART (Belgium) thought that the Air Commission might deal at once with the technical side of the question of the internationalisation of civil aviation without referring the matter to the General Commission.

General PICCIO (Italy) proposed that a small sub-committee should be appointed to submit to the Commission a list of the questions, exclusively technical, which might be immediately studied.

M. VOUGT (Sweden) and M. QUINTANA (Argentine) made similar proposals.

M. DUMESNIL (France), pointing out that the report of the Preparatory Commission constituted the basis of the work of the Disarmament Conference, proposed to maintain the order of the questions established in the report and first to examine the question of the internationalisation of civil aviation. He suggested that the General Commission should be asked to make a preliminary study of the principles involved in the questions placed on the agenda of the Air Commission.

Mr. Norman DAVIS (United States of America) was of opinion that the Commission should itself undertake as soon as possible the technical study of the questions placed on its agenda in order to facilitate the work of the General Commission. It was

En effet, pour que cette dernière puisse prendre une décision en connaissance de cause, elle doit se trouver en face d'un examen technique entrepris primitivement par la Commission aérienne.

M. BOHEMAN (Suède), rapporteur, parle dans le même sens.

M. VALLOTON (Suisse) propose que le Bureau établisse une liste, par catégories, des problèmes à étudier, liste qui lui serait soumise ultérieurement à la Commission aérienne et envoyée également à la Commission générale. A son avis, la Commission aérienne devrait aborder au plus tôt l'examen des questions qui lui ont été envoyées.

Le PRÉSIDENT, après avoir résumé les discussions qui ont eu lieu, fait remarquer à la Commission qu'elle est compétente pour décider aussi bien de questions purement techniques que de celles impliquant des principes.

Après un débat approfondi, la Commission décide de constituer un comité chargé d'établir une liste des questions techniques ne soulevant pas de principes politiques et par conséquent propres à faire l'objet d'une étude immédiate de la Commission. Ce comité aura à étudier également des questions en rapport avec le principe de l'abolition de l'aviation militaire et celui de l'internationalisation de l'aviation civile.

Le Comité est composé, en dehors des membres du Bureau, des représentants des pays suivants: Allemagne, France, Italie, Japon, Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, Union des Républiques soviétistes socialistes, Argentine, Belgique, Pays-Bas.

La Commission donne mandat à son Président de faire savoir au Président de la Commission générale l'intérêt qu'elle attache à ce que la Commission générale prenne, par priorité, des décisions sur les principes qui sont à la base même des travaux de la Commission aérienne.

III. COMMISSION DES DÉPENSES DE DÉFENSE NATIONALE: DEUXIÈME SÉANCE.

La Commission des dépenses de défense nationale s'est réunie hier jeudi 10 mars.

Le Président de la Commission, M. DE VASCONCELLOS (Portugal), étant empêché par son état de santé d'assister à la séance, celle-ci a été ouverte par M. DUFOR-FERONCE, sous-secrétaire général de la Société des Nations.

DÉSIGNATION DE DEUX VICE-PRÉSIDENTS ET D'UN RAPPORTEUR.

La Commission nomme vice-présidents MM. VALDÉS-MENDEVILLE (Chili) et RADULESCO (Roumanie), et rapporteur M. FRANÇOIS (Pays-Bas).

M. VALDÉS-MENDEVILLE (Chili), vice-président, occupe le fauteuil présidentiel.

DISCUSSION PRÉLIMINAIRE DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DE LA COMMISSION.

Le Président, après avoir rappelé les règles adoptées par la Commission générale et les principes qui ont présidé à la distribution, entre les diverses commissions, des questions à l'ordre du jour de la Conférence, ouvre la discussion sur l'ordre du jour provisoire. Il constate que les articles du projet de convention relatifs à la publicité des dépenses (33 et 38) ont été renvoyés à la Commission ainsi que la partie du rapport qui s'y rattache; en ce qui concerne la limitation des dépenses, le principe a été réservé pour examen par la Commission générale. Il en est de même pour l'examen préalable de l'article 10 de la Convention (limitation par voie budgétaire du matériel terrestre) et vraisemblablement aussi pour l'article 24 (limitation des dépenses des matériels navals). Il fait aussi remarquer que l'application de ces divers articles et des questions qui s'y rattachent est traitée dans le rapport du Comité

necessary that the Air Commission should at first undertake a technical examination of certain questions in order that the General Commission might come to a decision with a full knowledge of the facts.

M. BOHEMAN (Sweden), Rapporteur, expressed the same view.

M. VALLOTON (Switzerland) proposed that the Bureau should draw up a list by categories of the problems to be studied. The list might be submitted to the Air Commission and forwarded to the General Commission. The Air Commission should in his view, undertake as soon as possible the examination of the questions referred to it.

The PRESIDENT, summarising the discussion, pointed out that the Commission was competent to decide not only purely technical questions, but questions involving principles.

The Commission, after a thorough discussion, decided to appoint a committee with instructions to draw up a list of technical questions which did not involve political principles and which were therefore suitable for immediate study. It was understood that the committee, thus appointed, would also study questions connected with the principle of the abolition of military aviation and the internationalisation of civil aviation.

It was agreed that the committee should consist of the members of the Bureau, together with representatives of the following countries: Germany, France, Italy, Japan, the United States of America, Great Britain, the Union of Soviet Socialist Republics, the Argentine, Belgium and the Netherlands.

The Commission authorised its President to represent to the President of the General Commission the importance which it attached to the General Commission first taking decisions on the principles underlying its work.

III. COMMISSION ON NATIONAL DEFENCE EXPENDITURE: SECOND MEETING.

The Commission on National Defence Expenditure met yesterday, Thursday, March 10th.

The President of the Commission, M. DE VASCONCELLOS (Portugal) was unable owing to his state of health to be present at the meeting and the proceedings were opened by M. DUFOR-FERONCE, Under-Secretary-General of the League of Nations.

APPOINTMENT OF THE OFFICERS OF THE COMMISSION.

The Commission elected as its Vice-Presidents M. VALDES-MENDEVILLE (Chile) and M. RADULESCO (Roumania). It appointed as its Rapporteur M. FRANÇOIS (Netherlands).

M. VALDES-MENDEVILLE (Chile) took the chair as Vice-President.

PRELIMINARY DISCUSSION ON THE QUESTIONS PLACED ON THE AGENDA OF THE COMMISSION.

The PRESIDENT, after referring to the rules adopted by the General Commission and the principles governing the distribution between the various Commissions of the questions before the Conference, opened the discussion on the provisional agenda of the Commission.

He noted that the Articles of the draft Convention relating to publicity of expenditure (33 and 38) had been referred to the Commission, together with the relevant part of the report. The principle of the limitation of expenditure on the other hand had been reserved for examination by the General Commission. That was also the case with regard to the preliminary examination of Article 10 of the Convention (Budgetary Limitation of Land Material), and probably also in respect of Article 24 (Limitation of Expenditure on Naval Material). He further observed that the application of these various Articles and the

d'experts et qu'il serait peut-être difficile de vouloir séparer certaines questions de l'ensemble de ce rapport.

M. DE MODZELEWSKI (Pologne), tout en se ralliant dans l'ensemble aux vues exprimées par le Président, estime que la méthode la plus pratique serait de prendre pour base le rapport du Comité d'experts budgétaires.

MM. GIGNOUX (France) et MUSHAKOJI (Japon) se rallient à ce point de vue.

M. KARMANN (Allemagne) propose que la Commission se limite à la question de la publicité des dépenses pour la défense nationale et laisse de côté, pour le moment, la question de limitation de ces dépenses.

M. GRIEVE (Grande-Bretagne), tout en reconnaissant la haute valeur du rapport du Comité d'experts budgétaires, se demande s'il ne conviendrait pas de faire examiner par un sous-comité d'experts économiques qualifiés la question de savoir si les fluctuations des changes et les questions de pouvoir d'achat de la monnaie qui s'y rattachent ne sont pas de nature à modifier assez profondément la portée pratique des conclusions des experts.

M. LANGE (Norvège), sans méconnaître l'importance des problèmes évoqués par le représentant de la Grande-Bretagne, estime qu'il ne faudrait pas que la Commission s'abstienne de commencer la discussion du rapport, d'autant plus que le problème des fluctuations du pouvoir d'achat y est envisagé.

M. KARMANN (Allemagne) croit cependant que ce problème particulier pourrait faire l'objet d'un examen par un Comité spécial.

M. GIGNOUX (France) et M. SANDLER (Suède) appuient les vues émises par M. Lange.

Le PRÉSIDENT, après avoir résumé le débat, propose que le Bureau de la Commission soit chargé de formuler des propositions précises quant à la marche des travaux, en s'inspirant des vues qui ont été émises. Il est entendu que le rapport des experts servira de cadre aux débats.

Après un échange de vues auquel prennent part M. NAJERA (Mexique), sir Thomas WILFORD (Nouvelle-Zélande), M. DE MODZELEWSKI (Pologne), Dr WOOLLEY (Etats-Unis d'Amérique) et M. LUNATCHARSKI (Union des Républiques soviétiques socialistes), la proposition du PRÉSIDENT est acceptée.

IV. COMMISSION TERRESTRE: COMITÉ D'EXPERTS.

Le Comité d'experts de la Commission terrestre s'est réuni hier jeudi 10 mars, sous la présidence de M. VAN LANSCHOT (Pays-Bas).

Ce comité a pour tâche d'examiner comment les divers gouvernements, en établissant les renseignements qu'ils ont adressés à la Société des Nations, ont interprété les définitions données aux articles 2, 3 et 4 du projet de convention, et aussi à quelles difficultés et à quelles hésitations ils se sont heurtés en les interprétant (*Journal*, N° 33, page 254).

Le Comité a décidé d'élaborer un questionnaire destiné à faciliter les réponses des délégations aux questions soulevées par les articles 2, 3 et 4.

Le Comité a tenu l'après-midi une autre réunion, au cours de laquelle les experts des divers pays qui étaient représentés ont fourni des explications sur les questions soulevées dans le questionnaire.

(Le Comité d'experts poursuivra ses discussions aujourd'hui vendredi après-midi, 11 mars.)

questions relating to them were dealt with in the report of the Committee of Budgetary Experts and that it would perhaps be difficult to isolate certain questions from the report as a whole.

M. DE MODZELEWSKI (Poland), associating himself generally with the views of the President, thought that the most practical method would be to take as a basis of discussion the report of the Committee of Budgetary Experts.

M. GIGNOUX (France) and M. MUSHAKOJI (Japan) agreed with that point of view.

M. KARMANN (Germany) proposed that the Commission should confine itself to the question of the publicity of expenditure on national defence and leave aside for the moment the question of the limitation of expenditure.

M. GRIEVE (Great Britain) while recognising the great value of the report of the Committee of Budgetary Experts, wondered whether it would not be advisable to refer for examination to a sub-committee of qualified economic experts the question whether the fluctuations in the exchanges and the question of the purchasing power of money were not calculated appreciably to modify the practical scope of the conclusions of the experts.

M. LANGE (Norway) without underestimating the importance of the problems referred to by the representative of Great Britain, urged that the Commission should not defer the discussion of the report, all the more so as the problem of the fluctuations in the purchasing power of money was covered in that report.

M. KARMANN (Germany) thought that this special problem should be the subject of examination by a special committee.

M. GIGNOUX (France) and M. SANDLER (Sweden) supported the views of M. Lange.

The PRESIDENT, summarising the discussion, proposed that the Bureau of the Commission should be asked to submit definite proposals as to a programme of work based on the views which had been expressed. It was understood that the report of the budgetary experts would serve as a framework for the discussion of the Commission.

After an exchange of views, in which M. NAJERA (Mexico), Sir Thomas WILFORD (New Zealand), M. MODZELEWSKI (Poland), Doctor WOOLLEY (United States of America) and M. LUNATCHARSKI (Union of Soviet Socialist Republics) took part, the proposal of the President was adopted.

IV. LAND COMMISSION: COMMITTEE OF EXPERTS.

The Committee of Experts appointed by the Land Commission met yesterday, Thursday, March 10th, under the Chairmanship of M. VAN LANSCHOT (Netherlands).

The Committee was constituted to examine how the various Governments in compiling the information given to the League had interpreted the definitions contained in Articles 2, 3 and 4 of the draft Convention and the difficulties and doubts which had arisen in the course of those interpretations (*Journal* No. 33, page 254).

The Committee adopted a questionnaire to facilitate the replies of delegations to questions raised under Articles 2, 3 and 4.

The Committee continued its work at a meeting held in the afternoon, when the experts of the various countries represented furnished explanations regarding the questions raised in the questionnaire.

(The Committee of Experts will continue its discussions this afternoon, Friday, March 11th.)

V. COMMISSION AÉRIENNE: SOUS-COMITÉ.

Le Sous-Comité désigné le matin par la Commission aérienne s'est réuni hier jeudi après-midi 10 mars, sous la présidence de M. DE MADARIAGA (Espagne).

Après un échange de vues sur la double question de l'abolition de l'aviation militaire et de l'internationalisation de l'aviation civile, le Sous-Comité a *décidé* de soumettre à la Commission aérienne un projet de résolution constatant que l'examen technique de ces deux questions est subordonné à une décision de principe réservée à la Commission générale; en conséquence, la Commission aérienne priera la Commission générale de donner son avis à ce sujet et, dans le cas où elle estimerait souhaitable l'internationalisation de l'aviation civile, de charger la Commission aérienne d'en étudier les possibilités et les modalités de réalisation.

VI. COMMISSION NAVALE: RÉUNION DU BUREAU.

Le Bureau de la Commission navale a tenu une réunion hier jeudi 10 mars, avec les délégations particulièrement intéressées à certaines questions, sous la présidence de M. COLBAN (Norvège).

Le Bureau a examiné la liste des questions renvoyées à la Commission navale par la Commission générale, afin de distinguer celles qui pourraient être immédiatement discutées par la Commission de celles qui ne pourront être discutées qu'après avoir été soumises à d'autres commissions ou à la Commission générale.

Le Bureau a commencé par la question des définitions. On a constaté que les définitions n'étaient pas les mêmes dans le Traité de Versailles et dans les Traités de Washington et de Londres, et la question s'est posée de savoir si ce point ne devrait pas faire l'objet d'une discussion préalable devant la Commission générale.

Après un échange de vues entre les délégués des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, le Bureau a *décidé* que la Commission navale devrait comprendre la question des définitions parmi celles qu'elle commencera à discuter sans en référer à la Commission générale.

Le baron VON RHEINBABEN (Allemagne) propose de discuter les articles du projet de convention relatifs aux bâtiments exempts et aux transferts sans se référer aux réserves relatives à ces articles.

Le PRÉSIDENT, en se reportant à la liste contenue dans le document Conf./D./C.G.6, propose que la Commission navale examine immédiatement les questions suivantes:

- Point 10. Engagement général pour la construction et l'achat de navires (article 17).
- Point 11. Règles de remplacement (article 18).
- Point 13. Navires construits pour une autre Puissance (article 20).
- Point 14. Cession de navires (article 21).
- Point 15. Règles de déclassement (article 22).
- Point 16. Pontons (article 23).
- Point 17. Bâtiments exempts.
- Point 19. Définitions (annexe III).
- Point 24. Publicité des constructions de navires (article 34).

M. SWANSON (Etats-Unis d'Amérique) propose de charger le Bureau de fixer l'ordre dans lequel ces divers points seront mis en discussion.

Le PRÉSIDENT pense que l'ordre le plus utile à suivre serait peut-être celui qui est indiqué dans le tableau synoptique préparé par M. Beneš.

(La prochaine réunion de la Commission aura lieu sur convocation du Président.)

V. AIR COMMISSION: MEETING OF THE SUB-COMMITTEE.

The Sub-Committee appointed by the Air Commission at its morning meeting met yesterday afternoon, Thursday, March 10th, under the Chairmanship of M. DE MADARIAGA (Spain).

There was an exchange of views on the twofold question of the abolition of military aviation and the internationalisation of civil aircraft. The Sub-Committee *decided* to submit to the Air Commission a draft resolution stating that the technical examination of these two questions was necessarily subject to a decision of principle to be taken by the General Commission. The Air Commission would, by the proposed resolution, ask the General Commission to express its view on the subject and, in the event of it considering the internationalisation of civil aviation to be desirable, to instruct the Air Commission to study the possibilities and methods of carrying it into effect.

VI. NAVAL COMMISSION: MEETING OF THE BUREAU.

The Bureau of the Naval Commission, together with those delegations particularly interested in certain questions, met yesterday, Thursday, March 10th, under the Chairmanship of M. COLBAN (Norway).

It considered the list of questions referred to the Naval Commission by the General Commission, with a view to distinguishing those which might be immediately considered by the Commission from those which could only be considered after being discussed by other commissions or the General Commission.

The Bureau first took up the question of definitions. It was noted that definitions varied in the Versailles and the Washington and London Treaties, and the question was therefore raised whether this subject should not first be discussed by the General Commission.

After an exchange of views between the American, British, French, German and Italian delegates, it was *decided* that the Naval Commission should include the item of definitions among the questions which it would begin to discuss without reference to the General Commission.

Baron VON RHEINBABEN (Germany) proposed that the Articles of the Draft Convention referring to exempt vessels and transfers should be discussed without reference to the reservations attached to those Articles.

The PRESIDENT, referring to the list of items in document Conf./D./C.G.6, proposed that the following items might at once be considered by the Naval Commission:

- Item 10. General undertakings regarding the construction and purchases of vessels (Article 17).
- Item 11. Rules for replacement (Article 18).
- Item 13. Vessels constructed for other Powers (Article 20).
- Item 14. Transfer of vessels (Article 21).
- Item 15. Rules for disposal (Article 22).
- Item 16. Hulks (Article 23).
- Item 17. Exempt vessels.
- Item 19. Definitions (Annex III).
- Item 24. Publicity regarding the construction of vessels (Article 34).

Senator SWANSON (United States of America) proposed that the order of discussion of these items should be determined by the Bureau.

The PRESIDENT thought that perhaps the most useful order for discussion would be that indicated in the synoptic table prepared by M. Beneš.

(The next meeting of the Commission will be convened at the discretion of the President.)

VII. ADDITION A LA LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION POLITIQUE.

M. PELLA (Roumanie) fera partie de la Commission politique en qualité de délégué suppléant.

VIII. SECRÉTARIAT DES COMMISSIONS DE LA CONFÉRENCE.

(*Journal*, N° 33, page 257.)

Conseillers juridiques de la Conférence: M. BARANDON.
M. GIRAUD.

Secrétaire de la Commission navale: Capitaine de frégate
ADAMS.

IX. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS A LA CONFÉRENCE.

Journal de la Conférence (et l'Assemblée), N° 33.

Procès-verbal provisoire de la cinquième séance de la Commission générale de la Conférence.

Compte rendu révisé de la dix-septième séance plénière.

Conf.D.21. Indications relatives à l'état des armements des
Annexe. divers pays: Annexe à la communication du
Gouvernement tchécoslovaque en date du
8 septembre 1931.

VII. ADDITION TO THE LIST OF MEMBERS OF THE POLITICAL COMMISSION.

M. PELLA (Roumania) will act as substitute delegate on the Political Commission of the Conference.

VIII. SECRETARIAT OF THE COMMISSIONS OF THE CONFERENCE.

(*Journal* No. 33, p. 257.)

Legal Advisers to the Conference: M. BARANDON.
M. GIRAUD.

Secretary of the Naval Commission: Commander ADAMS.

IX. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE CONFERENCE.

Journal of the Conference (and Assembly), No. 33.

Provisional Minutes of the fifth meeting of the General Commission of the Conference.

Verbatim record (revised) of the seventeenth plenary meeting.

Conf.D.21. Particulars with regard to the position of arma-
Annex. ments in the various countries: Annex to the
communication from the Czechoslovak Govern-
ment dated September 8th, 1931.

Session extraordinaire de l'Assemblée.

Special Session of the Assembly.

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Commission générale.

La Commission générale se réunira aujourd'hui vendredi
11 mars, à 10 h. 30, au Bâtiment des Commissions (salle H).

II. COMITÉ DE RÉDACTION DE LA COMMISSION GÉNÉRALE.

Le Comité de rédaction de la Commission générale de l'Assemblée s'est réuni hier jeudi 10 mars, à midi, sous la présidence de M. Paul HYMAN (Belgique). Le Comité de rédaction a mis au point le projet de résolution préparé par les deux sous-comités de rédaction (*Journal*, N° 33, page 258) et a décidé que ce projet de résolution serait soumis à la Commission générale le lendemain matin (vendredi 11 mars).

III. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS A L'ASSEMBLÉE.

Journal de la Conférence (et l'Assemblée), N° 33.

A(Extr.)29.1932.VII. Appel du Gouvernement chinois: Com-
munication de la délégation chinoise.

A(Extr.)30.1932.VII. Do: Communication de la délégation
chinoise.

A(Extr.)31.1932.VII. Do: Communication de la délégation
japonaise.

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

General Commission.

The General Commission of the Assembly will meet to-day,
Friday, March 11th, at 10.30 a.m. in the Committee Building
(Room H).

II. DRAFTING COMMITTEE OF THE GENERAL COMMISSION.

The Drafting Committee of the General Commission of the Assembly met yesterday, Thursday, March 10th, at noon, under the Chairmanship of M. Paul HYMAN (Belgium).

It approved the draft resolution prepared by the two sub-committees appointed on the previous day (see *Journal* No.33, page 258) and decided to refer that resolution to the General Commission at a meeting to be held on the following day (Friday, March 11th).

III. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE ASSEMBLY.

Journal of the Conference (and Assembly), No. 33.

A(Extr.)29.1932.VII. Appeal from the Chinese Government:
Communication from the Chinese
delegation.

A(Extr.)30.1932.VII. Ditto: Communication from the Chinese
delegation.

A(Extr.)31.1932.VII. Ditto: Communication from the
Japanese delegation.

PUBLICATIONS
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Service des abonnements

Pour toute personne désireuse de recevoir rapidement les documents relatifs à la question du désarmement, il est recommandable de souscrire un

Abonnement global spécial

Désarmement

Cet abonnement donne droit à toutes les publications mises en vente, dans le courant de l'année, par la Section du désarmement du Secrétariat de la Société des Nations.

Prix d'abonnement pour 1932:

Fr. suisses 75.—

Pour tout renseignement supplémentaire,
s'adresser au

Service des Publications
Société des Nations
Genève

Les publications de la Société des Nations sont en vente à Genève, aux adresses suivantes :

**Au bureau de vente, Secrétariat, annexe
Pâquis (rue des Pâquis, 59, chambre 526);**

Chez Payot & C^{ie}, rue du Marché, 40;

En outre, pendant les séances plénières :

**Au stand installé à l'entrée publique de la Salle
du Conseil Général ;**

Et pendant les séances des Commissions :

**Au stand installé dans le hall du public, au
Bâtiment des commissions (Quai Wilson).**

PUBLICATIONS
OF THE LEAGUE OF NATIONS

Subscription Service

Everybody who wishes to receive quickly the documents on Disarmament questions may take out a

Special All-inclusive Subscription

Disarmament

This subscription entitles subscribers to receive all publications which are placed on sale during the year by the Disarmament Section of the League of Nations Secretariat.

Subscription rate for 1932:

75.— Swiss francs

For further information
apply to

Publications Department
League of Nations
Geneva

The publications of the League of Nations are on sale in Geneva at the following addresses :

**At the sales office in the Pâquis annex to the
Secretariat (rue des Pâquis, 59, Room 526);**

At Messrs. Payot & Cie., rue du Marché, 40;

Also, during the plenary meetings :

**At the stand at the public entrance of the Salle
du Conseil Général ;**

And during the meetings of the Commissions :

**At the stand in the public hall of the Committee
Building (Quai Wilson).**

**PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ
DES NATIONS**

**CONFÉRENCE
pour la RÉDUCTION et la
LIMITATION des ARMEMENTS**

Vient de paraître :

Annuaire militaire 1932
Huitième année Edition spéciale

Renseignements généraux et statistiques
sur les armements terrestres,
navals et aériens.

496 pages

Prix: broché Fr. suisses 10.—
relié toile Fr. suisses 12.50

Cette édition spéciale est une source de documentation
non seulement pour les délégués à la Conférence, mais
aussi pour toute personne désireuse de suivre de près
la Conférence.

Editions précédentes de l'Annuaire militaire :

**Annuaire militaire
1930-1931**
Septième année

1230 pages

Prix: relié toile Fr. suisses 25.—

Pour compléter l'édition spéciale, il serait utile de
consulter l'édition 1930-31, qui contient des renseigne-
ments très détaillés sur presque tous les pays du monde.

	Prix : Francs suisses
Annuaire militaire 1929-1930 . . .	25.—
Annuaire militaire 1928-1929 . . .	25.—
Annuaire militaire 1927-1928 . . .	25.—
Annuaire militaire 1926-1927 . . .	25.—
Annuaire militaire 1925-1926 . . .	25.—
Annuaire militaire 1924	25.—

Abonnement annuel à toutes les publications de la
Section du désarmement pour 1932: Fr. suisses 75.—

Catalogue complet envoyé sur demande.
SOCIÉTÉ DES NATIONS
SERVICE DES PUBLICATIONS,
GENÈVE.

**PUBLICATIONS OF THE LEAGUE
OF NATIONS**

**CONFERENCE
for the REDUCTION and
LIMITATION of ARMAMENTS**

Just out :

Armaments Year-Book 1932
Eighth Year Special Edition

General and Statistical Information.

474 pages

Price: in wrappers 10.— Swiss Francs
bound in cloth 12.50 Swiss Francs

This special edition is a source of information, not
only for delegates to the Conference, but also for all
others who are anxious to follow closely the work of the
Conference.

Previous editions of the Armaments Year-Book :

**Armaments Year-Book
1930-1931**
Seventh year.

1191 pages

Price: 25 Swiss francs

To supplement the information contained in the
special edition, consult the 1930-31 edition, which gives
full details about the armaments of almost all the
countries of the world.

	Price : Swiss Francs
Armaments Year-Book 1929-1930.	25.—
Armaments Year-Book 1926-1927.	25.—
Armaments Year-Book 1925-1926.	25.—
Armaments Year-Book 1924.	25.—
The English editions 1928-29, 1927-28 of the Year- Book are out of print.	

All-inclusive subscription to the publications issued
by the Disarmament Section for 1932: 75 Swiss francs.

Complete Catalogue sent free on application.
LEAGUE OF NATIONS
PUBLICATIONS DEPARTMENT,
GENEVA.